

Solitude et lien social, un sujet local en construction

Dans le cadre de l'opération spéciale consacrée aux élections municipales, l'Institut Montaigne conduit une série d'analyses afin d'éclairer le débat local. Elle repose ici sur les enquêtes existantes qui documentent le sujet du lien social. Les données ne permettant pas de couvrir l'ensemble des communes, l'analyse des propositions municipales porte principalement sur celles des dix plus grandes métropoles françaises.

"Je ferai du lien social une grande cause municipale"¹ affirmait récemment le candidat socialiste à la mairie de Paris Emmanuel Grégoire, sur ses réseaux sociaux. L'émergence de ces enjeux au milieu d'une campagne municipale fait écho à une réalité préoccupante. Une étude du Crédoc pour la Fondation de France² révèle qu'en 2025, un Français sur trois (32 %) est en situation d'isolement relationnel ou proche de celui-ci, c'est-à-dire, qu'il n'a jamais ou quasiment jamais de contacts avec différents réseaux de sociabilité (famille, amis, collègues, voisins, associations). En parallèle, un Français sur quatre

(24 %) se sent seul "tous les jours" ou "souvent". L'isolement social et la solitude désignent deux réalités distinctes, toutes deux susceptibles d'alimenter un mal-être chez ceux qui en font l'expérience. Elles apparaissent être profondément dépendantes de l'environnement de proximité de l'individu, et ancrées dans le territoire dans lequel il vit.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui a publié en juin 2025 un rapport³ reconnaissant le lien social comme un déterminant de santé publique, préconise ainsi le déploiement

¹ Post Facebook du 24 décembre 2025 <https://www.facebook.com/gregoireemmanuel/posts/je-ferai-du-lien-social-une-grande-cause-municipale-la-solitude-nest-pas-une-aff/1510334930483452/>

² Riffaut, H. (dir.), Dessajan, S., Berhuet, S., & Hoibian, S. (2026). Étude Solitudes 2025 : Les liens de proximité : pivots de la sociabilité (pour la Fondation de France) [PDF]. Fondation de France. <https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/2026/etude-solitudes.pdf>

³ Organisation mondiale de la Santé. (2025). From loneliness to social connection: Charting a path to healthier societies : Plain language summary [Rapport]. <https://www.who.int/fr/publications/m/item/from-loneliness-to-social-connection-summary>

d'une politique en la matière déclinée territorialement, à l'échelle locale, au plus près des individus. Quel peut être le rôle de la commune pour répondre à cet enjeu qui mêle cohésion sociale, inclusion et santé publique ? Comment ces sujets ont-ils été appréhendés ces dernières années, notamment suite aux bouleversements induits par la pandémie de covid-19 ? Quelles propositions les candidats des grandes métropoles formulent-ils sur ce thème en 2026 ?

Le maire, bâtisseur potentiel du lien social ?

L'action publique face à la complexité du lien social

Le champ d'intervention de la puissance publique sur le plan du lien social est encore en construction. Il est difficilement réductible à un type d'action ou d'acteurs, et l'action de l'État comme des collectivités y est par essence limitée, tant ces sujets touchent à l'intime et aux trajectoires personnelles des individus. Les municipalités bénéficient néanmoins d'un certain nombre de leviers en la matière.

LE MAIRE PEUT	LE MAIRE NE PEUT PAS
Présider les centres communaux d'action sociale ⁴ , obligatoires pour toutes les communes de plus de 1 500 habitants, et à ce titre : développer des actions de prévention et d'animation sociale ; gérer des établissements d'accueils pour personnes âgées ou publics vulnérables sous réserve de l'autorisation du conseil départemental ; développer des services d'aide à domicile ; instruire les demandes d'aide sociale légale ; proposer des aides locales ponctuelles (bourses, chèques alimentaires) pour les plus précaires	Décider de la répartition du budget et des priorités de la politique d'action sociale locale définis par le conseil départemental ; décider <i>in fine</i> de l'obtention des prestations sociales nationales (RSA, APA, AAH, Allocations familiales...), versées par le département ou en modifier les règles, fixées nationalement ; avoir une influence sur la dynamique des prix et le marché du travail
Créer des lieux d'accueil ponctuels pour accueillir les administrés, y compris les plus vulnérables (cantines solidaires, bibliothèques municipales...)	Octroyer l'agrément "centre social" ou "espace de vie sociale" ⁵ , délivré par les caisses d'allocations familiales, qui permet de bénéficier d'un accompagnement et de moyens financiers accrus
Soutenir, en fournissant des subventions ou des équipements, les associations qui oeuvrent pour le lien social ou la lutte contre la solitude	Obliger les associations à agir dans un sens précis ou à répondre à un cahier des charges

⁴ Union nationale des centres communaux d'action sociale. (2026). Qu'est-ce que le CCAS et CIAS ? UNCCAS. <https://www.unccas.org/quest-ce-que-le-ccas-et-cias>

⁵ Caisse d'allocations familiales. (2026). Centre social — Dispositif de soutien aux partenaires. CAF. <https://www.caf.fr/professionnels/offres-et-services/dispositifs-partenaires/centre-social>

Impulser et/ou soutenir l'installation de lieux dédiés à la santé (dont des centres de santé) ⁶ , l'installation des professionnels de santé (via des aides à l'installation) ⁷ ou les initiatives dédiées à la santé mentale	Garantir la présence de professionnels de santé spécialisés sur la commune ; modifier le cahier des charges et les conditions d'autorisation de la création d'un centre de santé, géré par les Agences Régionales de Santé, ; agir sur les modalités de prise en charge des troubles de santé mentale
Développer la vie sportive, associative et culturelle de la commune (notamment, organiser des événements communaux ou de quartier qui participent à créer un vivre-ensemble dynamique)	Modifier ou gérer le versement d'aides thématiques (pass sport et pass culture pour les jeunes, par exemple) ainsi que l'attribution de certifications officielles gérées par l'Etat ou les collectivités régionales et départementales
Prioriser et aménager des cadres de vie et des quartiers conviviaux (espace public qui favorise les lieux d'échanges, création d'espaces verts)	Modifier les règles nationales d'urbanisme (limite à l'artificialisation des sols établies notamment par la loi ZAN, lois sur la mixité sociale imposant un quota minimal de logements sociaux sur la commune)
Développer un espace public et des mobilités inclusives (personnes âgées, en situation de handicap, familles) dans la commune	Fixer les tarifs ou agir sur l'accessibilité des transports collectifs régionaux ou nationaux qui desservent la commune

De l'aménagement du territoire à la promotion de la santé, des leviers municipaux multiples

Le maire ne peut répondre à l'ensemble des attentes, multidimensionnelles, concernant le lien social, mais son champ d'action transversal lui laisse des leviers multiples. En principe, les communes jouissent d'une clause de compétence générale⁸, qui permet au maire une intervention élargie dans les différents domaines d'intérêt public. En pratique, la problématique

du lien social est sous-jacente à de nombreuses thématiques, et donc, à de nombreuses missions du maire. En tant que président du CCAS ou CIAS, soit le centre communal ou intercommunal d'action sociale qui possède une entité juridique indépendante, le maire poursuit une mission d'action sociale. Les centres doivent répondre en cela à des obligations légales (instruction des demandes d'aide sociale, recension des bénéficiaires d'aides sociale) mais possèdent aussi un large panel de missions facultatives qui incluent actions de prévention, gestion d'EHPAD

⁶ France. Code de la santé publique (art. L6323-1-3). (2024). Légifrance. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000047567915 (legifrance.gouv.fr)

⁷ France. Code général des collectivités territoriales (art. L1511-8). (2024). Légifrance. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000048846808

⁸ Ministère de la Transition écologique. (2025). Compétences des collectivités territoriales. <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/competences-collectivites-territoriales>

ou de crèches, et la mise en place d'aides ponctuelles⁹. Ces centres sont théoriquement obligatoires pour toutes les communes de plus de 1 500 habitants mais en pratique parfois réduits à une existence juridique¹⁰. Leur portée est ainsi très inégale, notamment dans la mesure où leur budget dépend largement des subventions attribuées par la commune et peut être complété par des dotations du département ou d'organismes sociaux (CAF, CNSA)¹¹.

D'autres compétences entrent potentiellement en jeu, comme l'attribution de subventions¹² pour nourrir le tissu associatif et valoriser les initiatives locales, ou certains leviers sur le plan de la santé. Le maire peut par exemple créer et gérer ses propres centres de santé¹³, apporter des aides à l'installation et à l'exercice de professionnels de santé¹⁴ ou organiser des actions d'aller-vers pour les personnes les plus éloignées du soin. Il peut également prendre part aux conseils locaux de santé mentale¹⁵ dans l'optique de co-construire une stratégie territoriale en la matière auprès des représentants de la psychiatrie publique, et des personnes concernées¹⁶.

L'aménagement communal¹⁷ (infrastructures plus ou moins directement dédiées, espaces verts) est également au cœur de ces enjeux.

Les communes sont ainsi susceptibles d'agir sur le lien social en agissant sur le cadre de vie – notamment via l'urbanisme relationnel¹⁸, qui vise à faire de l'architecture et l'urbanisme de la ville un levier de sociabilité et d'apaisement. Le maire bordelais sortant Pierre Hurmic (Les Ecologistes) projette ainsi dans son nouveau programme de découper la ville en trente "quartiers de vie" avec des moyens affectés concernant l'animation¹⁹. La candidate d'une liste d'union de la gauche de Toulon, Magali Brunel, ambitionne de "permettre à toutes les populations de se ré-approprier leur ville"²⁰, fondé sur une série de mesures : mobilité inclusive envers les familles et personnes âgées (réduction de la vitesse de circulation, accessibilité des transports), développement des espaces verts "au service de la convivialité". À Nantes, le candidat LR Foulques Chombart de Lowes mise quant à lui sur l'habitat intergénérationnel grâce à la transformation des quartiers pavillonnaires sous-occupés²¹.

⁹ Union nationale des centres communaux d'action sociale. (2026). Qu'est-ce que le CCAS et CIAS ? UNCCAS. <https://www.unccas.org/quest-ce-que-le-ccas-et-cias>

¹⁰ Assemblée nationale. (2025). (Rapport n° 2542). <https://www.assemblee-nationale.fr/14/rapports/r2542.asp>

¹¹ Escudié, J.-N. (2020, 8 octobre). Des CCAS moins nombreux, plus intercommunaux et 6,3 milliards de dépenses. Banque des Territoires. <https://www.banquedesterritoires.fr/des-ccas-moins-nombreux-plus-intercommunaux-et-63-milliards-de-depenses>

¹² Service Public "Subventions versées aux associations". <https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F3180>

¹³ Article L.6323-1-3 du code de la santé publique

¹⁴ Article L.1511-8 du code général des collectivités territoriales

¹⁵ ARS Hauts-de-France (15 septembre 2021). Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM). <https://www.hauts-de-france.ars.sante.fr/conseils-locaux-de-sante-mentale-clsm>

¹⁶ Centre de ressources CLSM (s. d.). Comment créer un CLSM ? <https://ressources-clsm.org/comment-creer-un-clsm>

¹⁷ Article L.422-1 du Code de l'urbanisme

¹⁸ Van Eeckhout, L. (2022, 26 novembre). "L'urbanisme relationnel" au secours de la solitude des grandes villes. Le Monde. https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2022/11/26/l-urbanisme-relationnel-au-secours-de-la-solitude-des-grandes-villes_6151715_4811534.html

¹⁹ Programme du candidat : <https://pierrehurmic2026.fr/notre-programme/>

²⁰ Programme de la candidate : <https://toulonencommun.com/campagne/espaces-naturels-protoges/>

²¹ Ouest France (2026) : Crise du logement à Nantes : les propositions concrètes des candidats <https://www.ouest-france.fr/elections/municipales/municipales-2026-crise-du-logement-a-nantes-les-propositions-concretes-des-candidats-fe6d454c-c93c-11f0-a0e6-83b9718ad3c0>

Entre attentes et confiance citoyennes : le rôle pivot du maire

La confiance des populations envers leur maire²² leur confère en outre une position privilégiée pour assurer cette politique. La commune reste l'échelon en qui l'on a le plus confiance pour résoudre ses problèmes, plébiscité par 11 % des répondants selon un sondage – loin derrière "soi-même" (64 %) ou "ses proches" (15 %), mais significativement au devant l'Etat, la région ou le département (autour de 2 %)²³.

Si aucune enquête ne permet d'apprécier les attentes explicites des populations envers leur maire concernant le lien social et la lutte contre la solitude, la santé constituerait la première préoccupation à l'égard de l'action municipale pour 70 % des sondés²⁴. Par ailleurs, selon une consultation, 73 % des répondants jugent l'offre locale en matière de santé mentale insatisfaisante²⁵. La politique d'action sociale et la vitalité des communes, éléments constitutifs du lien social, sont également des points d'attention significatifs pour les populations interrogées : "l'ambition et l'envergure du projet de solidarité" est considérée comme déterminante par un tiers (32 %) des répondants selon un sondage²⁶. Enfin, une

enquête pour l'Association des Maires de France révèle que le maintien des commerces de proximité et la revitalisation des centres villes constituent des priorités pour respectivement 38 et 26 % des sondés²⁷.

Depuis 2020 : isolement et solitude, des phénomènes en croissance, de plus en plus documentés

Avant la rupture marquée par le covid-19, le lien social n'est pas central dans la campagne municipale de 2020

En 2020, peu de propositions de campagne nommaient directement la question de la solitude et de l'isolement. Quelques propositions avaient été formulées en ce sens, comme à Paris, où Agnès Buzyn (LREM) suggérait de nommer un adjoint en charge de la lutte contre la solitude dans chaque mairie d'arrondissement²⁸. Plusieurs mesures concernaient l'isolement des seniors, un enjeu souvent mieux identifié. À Nantes, Johanna Rolland (PS, maire actuelle), proposait d'agir sur l'isolement des seniors *via*

²² Foucault, M. (2025). *Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée : Analyse de l'enquête CEVIPOF pour l'AMF* [Rapport PDF]. Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) pour l'Association des maires de France. https://www.sciencespo.fr/cevipof/files/Note_MF_enquete%20Francais%20sur%20les%20maires_sept2025.pdf

²³ Maires de Meuse. (n.d.). *Enquête sur la confiance des Français envers les collectivités locales* [PDF]. <https://www.mairesdemeuse.com/userfile/documents/Enquete.pdf>

²⁴ France Assos Santé. (2025, 17 novembre). *Municipales 2026 : la santé, au premier rang des attentes des Français* [Communiqué de presse]. https://www.france-assos-sante.org/communiqu%C3%A9_presse/municipales-2026-la-sant%C3%A9-au-premier-rang-des-attentes-des-fran%C3%A7ais/

²⁵ France 3 Régions. (2025, novembre 12). *Maisons de santé, médecins : ce que veulent vraiment les Français : 6 Français sur 10 insatisfaits de l'offre de soins dans leur commune*. France 3 Régions. <https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/maisons-de-sante-medecins-ce-que-veulent-vraiment-les-francais-6-sur-10-insatisfaits-de-l-offre-de-soins-dans-leur-commune-3244747.html>

²⁶ Ifop. (2025). *Le regard des Français sur l'action sociale – Vague 3* [Rapport PDF]. Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS). <https://www.unccas.org/barometre-ifop-x-unccas-2025-laction-sociale-un-enjeu-cle-des-municipales-2026>

²⁷ Idem.

²⁸ Institut Montaigne. (2020). *Agnès Buzyn – Paris (Municipales 2020)*. <https://www.institutmontaigne.org/municipales-2020/paris/agnes-buzyn>

des solutions de mobilité et en élaborant dans chaque quartier un diagnostic "quartier ami des aînés"²⁹. Le candidat montpelliérain Mohed Altrad (Sans étiquette), proposait quant à lui de créer une allocation spécifique pour les personnes âgées seules et isolées³⁰. Côté collectif, les propositions de développement de potagers municipaux ou d'espaces de jardinage collectifs ont fleuri – en écho à l'un des sujets phares des municipales de 2020, l'environnement. Ces propositions ont par ailleurs été tenues par les candidats élus, à l'image de Christian Estrosi à Nice³¹, ou Pierre Humic à Bordeaux³².

Entre accompagnement du grand âge, inclusion sociale des plus précaires et développement des infrastructures collectives, le lien social était donc, en 2020, intégré à des enjeux politiques plus larges.

La crise du covid-19, qui impacte de plein fouet les élections cette année-là, met toutefois un coup de projecteur inédit sur cet enjeu, dans le contexte du confinement national. La solitude et le lien social deviennent des préoccupations de premier plan : de fait, un quart des Français sont

confinés seuls, sans opportunités de lien social direct³³. Par ailleurs, une personne majeure sur dix déclare avoir éprouvé un sentiment d'abandon permanent ou récurrent pendant les confinements³⁴. **Cette configuration inédite a donné lieu à une mobilisation des maires à l'échelle de leur commune.**³⁵ Les villes de Chenôve, dans la métropole de Dijon, et de Pontarlier, sous-préfecture du Doubs, ont par exemple développé des cellules d'accompagnement social et psychologique pour les personnes isolées, gérées par le CCAS. Entre services de taxi à la demande pour les rendez-vous médicaux et organisation d'un système de volontariat pour téléphoner aux personnes âgées isolées, la crise sanitaire et sociale entraîne un élan de solidarité et met en avant le potentiel des communes pour répondre aux problématiques d'isolement.

Au-delà des seuls temps de confinement, la pandémie a par ailleurs révélé une hausse préoccupante des problématiques de santé mentale³⁶, et les chiffres n'ont depuis lors jamais retrouvé leur niveau d'avant-crise.

²⁹ Institut Montaigne. (2020). Johanna Rolland – Nantes (Municipales 2020). <https://www.institutmontaigne.org/municipales-2020/nantes/johanna-rolland>

³⁰ Institut Montaigne. (2020). Mohed Altrad – Montpellier (Municipales 2020). <https://www.institutmontaigne.org/municipales-2020/montpellier/mohed-altrad>

³¹ France Bleu. (2022, 16 novembre). 120 euros pour l'année pour cultiver ses légumes à Nice. France Bleu. <https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/120-euros-pour-l-annee-pour-cultiver-ses-legumes-a-nice-1668581098>

³² Ville de Bordeaux. (2025, 24 octobre). Le nouveau souffle des jardins familiaux. Bordeaux.fr. <https://www.bordeaux.fr/le-mag/le-nouveau-souffle-des-jardins-familiaux> (bordeaux.fr)

³³ Legrand, F. (2021, 25 janvier). La France est-elle confrontée à une épidémie de solitude ? Fondation Jean-Jaurès. <https://www.jean-jaures.org/publication/la-france-est-elle-confrontee-a-une-epidemie-de-solitude/>

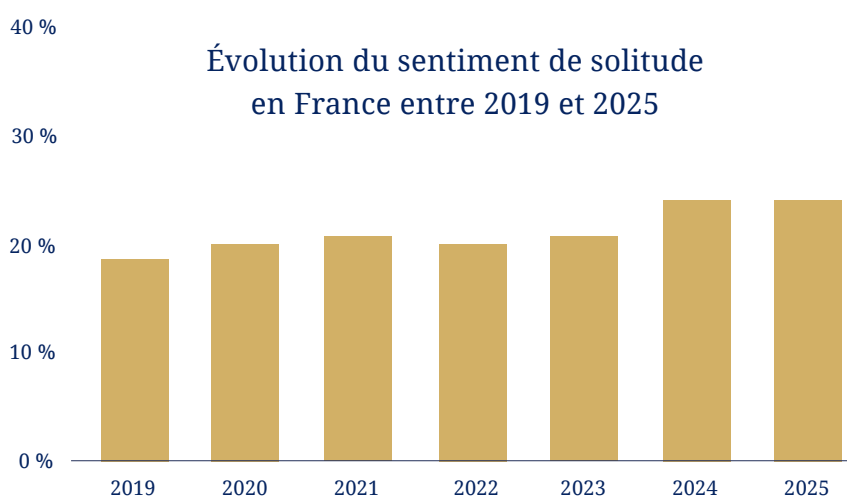
³⁴ Clerc, M., & Nougaret, A. (2022, avril). Pendant les périodes de confinement, un tiers des personnes de 18 ans ou plus ont éprouvé un sentiment d'abandon récurrent ou permanent [Insee Focus, n° 265]. Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). <https://www.insee.fr/statistiques/6327641>

³⁵ Association des maires de France. (s. d.). AMF – La lettre (p. 10-13). https://medias.amf.asso.fr/upload/files/AMF378_P10_13.pdf

³⁶ Santé publique France. (2022, 6 décembre). Impact de la pandémie Covid-19 sur la santé mentale des Français : Le dossier de La Santé en action, n° 461, septembre 2022. Santé publique France. <https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2022/impact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-sante-mentale-des-francais-le-dossier-de-la-sante-en-action-n-461-septembre-2022>

Concernant l'isolement et la solitude, les données du Crédoc pour la Fondation de France révèlent des tendances à la hausse depuis cinq ans. Le sentiment de solitude, qui concerne un quart (24 %) de la population française en 2025, connaît une progression de 4 points en 5 ans³⁷. En parallèle, l'impression d'être "abandon-

né, exclu ou inutile" "souvent" ou de "temps en temps" a bondi de 7 points en dix ans: ce sentiment concerne 33 % des Français aujourd'hui, contre 26 % il y a cinq ans³⁸. L'isolement relationnel est plus stable (depuis le début des enquêtes, en 2010, le taux est passé de 9 %³⁹ à 11 %⁴⁰) mais masque des réalités variées.



Champ : ensemble des personnes de 15 ans et plus

Source : données du Crédoc pour la Fondation de France, rapports annuels des solitudes 2019 à 2020

Un déterminisme local qui se précise : zones rurales isolées, grandes villes esseulées

Si la vague du covid-19 a déclenché une augmentation des phénomènes d'isolement social et de solitude, l'ensemble de la population n'est

pas concerné de la même manière : des déterminants géographiques sont ainsi à l'œuvre. Ainsi, en 2025⁴¹, 28 % des habitants des villes de plus de 100 000 habitants se sentent seuls tandis que seuls 9 % d'entre eux sont socialement isolés, une proportion en baisse sur les deux dernières années. À l'inverse, l'isolement social est de

³⁷ Berhuet, S., Brice Mansencal, L., Étienne, L., Guisse, N., & Hoibian, S. (2020). 10 ans d'observation de l'isolement relationnel : un phénomène en forte progression – Baromètre : Les solitudes en France – édition 2020 (Rapport CRÉDOC n° R346). Fondation de France & CRÉDOC. https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/credoc_edition_2020_du_barometre_des_solitudes_vf_004_compressed.pdf

³⁸ Fondation de France & CREDOC. (2016). Les solitudes en France : rapport 2016 (Rapport). <https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/solitudes-2016-rapport-final.pdf>

³⁹ Fondation de France. (2010). Les solitudes en France en 2010 (Rapport, juillet 2010). <https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/les-solitudes-en-france-en-2010.pdf>

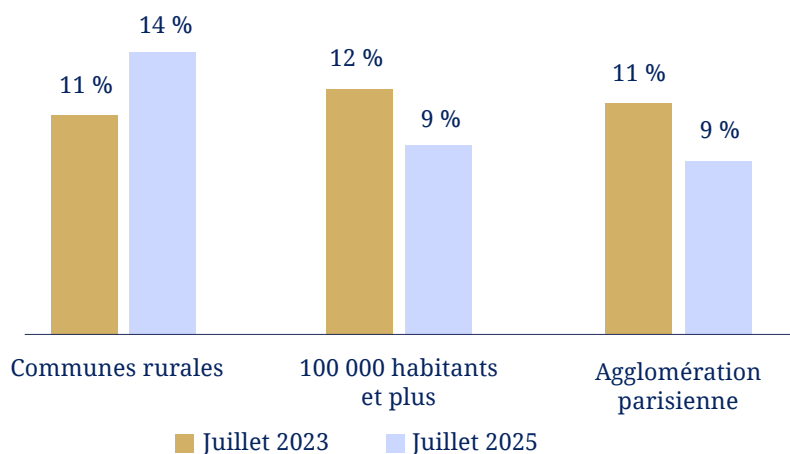
⁴⁰ Riffaut, H. (dir.), Dessajan, S., Berhuet, S., & Hoibian, S. (2026).

⁴¹ Riffaut, H. (dir.), Dessajan, S., Berhuet, S., & Hoibian, S. (2026). Étude Solitudes 2025 : Les liens de proximité : pivots de la sociabilité (pour la Fondation de France) [PDF]. Fondation de France. <https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/2026/etude-solitudes.pdf>

plus en plus présent dans les communes rurales (14 %), mais la solitude éprouvée (21 %) demeure plus faible que dans les grandes agglomérations. Ces notions se recoupent ainsi sans se confondre : le premier est davantage dépendant des infrastructures et des opportunités locales,

quand le second renvoie à un sentiment plus subjectif, qui peut être associé ou non à une faiblesse des contacts quotidiens. **Un sondage suggère ainsi que c'est en Ile-de-France, département le plus densément peuplé de France, que la solitude est la plus élevée.**⁴²

Part des personnes isolées selon l'agglomération



Source : Fondation de France "Étude Solitudes 2025", Données issues du Crédoc, enquêtes conditions de vie et aspirations, juillet 2023 et 2025⁴³

Les grandes villes sont à la fois perçues comme des espaces de liberté et d'individualisation, mais aussi d'anonymat parfois subi et de perte de repères⁴⁴. "Paris est une solitude peuplée", écrivait François Mauriac, soulevant cette ambi-

valence. Les hypothèses pour expliquer la relation entre urbanité et solitude sont multiples : surcharge cognitive et stress⁴⁵, disparition de la spiritualité⁴⁶, configuration de l'urbanisme⁴⁷.

⁴² IFOP. (2024, 23 janvier). L'impact de la solitude sur la vie des Français. IFOP. <https://www.ifop.com/article/limpact-de-la-solitude-sur-la-vie-des-francais/>

⁴³ Riffaut, H. (dir.), Dessajan, S., Berhuet, S., & Hoibian, S. (2026).

⁴⁴ Voir par exemple : Mermier, F. et Milliot, V. (dir.) (2024). L'anonymat urbain est-il universel ? : Une anthropologie comparative de la citoyenneté. Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.mermi.2024.01>.

⁴⁵ Voir par exemple : Molga, P. (2025, 16 décembre). Les neurosciences au secours des villes. Les Échos. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/sciences-prospective/les-neurosciences-au-secours-des-villes-2205008>

⁴⁶ Voir par exemple : Doe, P. (2026). 3 habitants sur 10 se sentent seuls : « L'effacement de la spiritualité dans nos villes nourrit la solitude et la dépression ». Les Échos. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/3-habitants-sur-10-se-sentent-seuls-leffacement-de-la-spiritualite-dans-nos-villes-nourrit-la-solitude-et-la-depression-2215715>

⁴⁷ Les relations entre voisins sont en effet plus limitées dans les habitats collectifs que pavillonnaire : 24% des personnes vivant en appartement déclarent n'avoir pas de relation avec leurs voisins en juillet 2025 contre 17M en Maison. Riffaut, H. (dir.), Dessajan, S., Berhuet, S., & Hoibian, S. (2026).

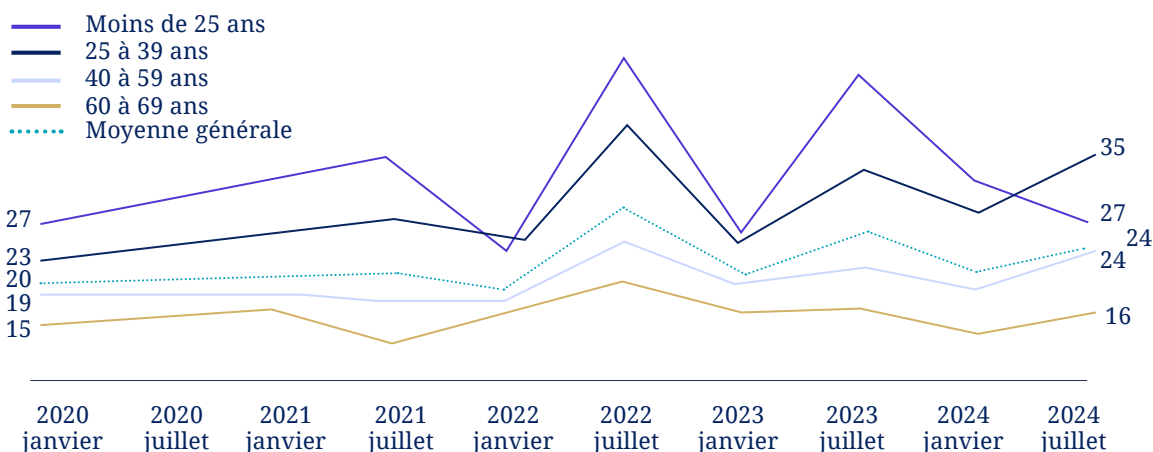
Les phénomènes d'isolement et de solitude suivent par ailleurs un fort gradient social, renvoyant à des logiques de fragmentation urbaine : la précarité est en effet particulièrement concentrée dans certains quartiers des grandes métropoles, les quartiers prioritaires de la ville (QPV)⁴⁸. Ainsi, 16 % des personnes aux revenus modestes sont isolées, trois fois plus que les personnes possédant de hauts revenus (5 %), et 36 % d'entre elles se sentent seules "tous les jours ou presque" soit 17 points de plus que les hauts revenus (19 %). Si la solitude des personnes en emploi est proche de la moyenne française (26 %), les personnes au chômage sont par ailleurs 45 % à se sentir seules "tous les jours ou presque" ou "souvent".⁴⁹

De manière générale, les personnes qui disent vivre dans un territoire "tout à fait" délaissé par les pouvoirs publics et celles qui sont peu satisfaites de leur cadre de vie au quotidien sont

respectivement 39 et 32 % à éprouver de la solitude, une proportion largement supérieure à la moyenne de la population⁵⁰.

Des tendances ancrées localement : la croissance du mal-être des jeunes et de l'isolement des seniors

L'augmentation de la solitude au cours de la dernière mandature s'observe pour toutes les classes d'âge, mais est fulgurante chez les moins de 40 ans, notamment dans les pôles urbains. Elle est particulièrement notable pour les 25-39 ans (+ 12 points entre janvier 2020 et juillet 2024)⁵¹. Malgré un moindre isolement social, les chiffres révèlent ainsi un mal-être déclaré par les jeunes générations, très net dans les grandes agglomérations : en 2025, c'est 37 % des moins de 25 ans et 36 % des 25-39 ans⁵² qui ressentent une solitude régulière.



Source : Fondation de France. (2025). Solitudes 2024 : L'isolement à l'épreuve du temps. Fondation de France.

⁴⁸ Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). (2024). À la suite de l'élection municipale de 2020, les maires restent majoritairement des hommes et des retraités, avec une situation très hétérogène sur le territoire. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8236231>

⁴⁹ Riffaut, H. (dir.), Dessajan, S., Berhuet, S., & Hoibian, S. (2026).

⁵⁰ Idem.

⁵¹ Fondation de France. (2025). Solitudes 2024 : L'isolement à l'épreuve du temps. Fondation de France. https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/2025/etude-solitudes-2024_fdf.pdf

⁵² Idem.

Dans les grandes métropoles, les jeunes sont plus exposés à certaines vulnérabilités structurelles. La concentration des étudiants dit "décohabitants", ayant quitté le foyer familial et potentiellement privés de liens amicaux ou familiaux, dans les grandes métropoles (84 % d'entre eux y vivent en 2023⁵³) contribue à expliquer la forte proportion de la solitude dans les grandes villes. Pour les jeunes adultes de plus de 25 ans, "l'installation" apporte son lot de difficultés : entre vie active parfois décevante⁵⁴ marché du logement hypertendu dans les zones denses, ou difficultés d'émancipation du foyer familial⁵⁵, cette étape peut créer un climat propice à la solitude.

Le sentiment de solitude des jeunes, s'il peut résulter de causes diverses, semble ancré dans l'environnement immédiat : l'insatisfaction liée à certaines caractéristiques du lieu de vie coïncide avec une solitude régulière. Ainsi, l'enquête de la Mutualité Française, l'Institut Montaigne et l'Institut Terram sur la santé mentale des jeunes⁵⁶ montre que 56 % des jeunes insatisfaits des opportunités de rencontre là où ils habitent éprouvent régulièrement de la solitude ou un sentiment de déconnexion avec les autres (impression de ne pas être compris, manque de

soutien, retrait social), contre 34 % de ceux qui se disent satisfaits. On retrouve les mêmes déséquilibres concernant la satisfaction vis-à-vis des services publics ou de l'offre de loisirs, sports et cultures : un jeune sur 2 qui s'estime insatisfait par ce dernier aspect éprouve ce sentiment d'inconfort, un chiffre qui tombe à 37 % chez les plus contents.

Les seniors représentent également un public de plus en plus vulnérable en matière d'isolement relationnel : à l'échelle nationale, 750 000 d'entre eux sont en situation de "mort sociale" en 2025⁵⁷, contre 300 000 en 2017 – une augmentation qui s'explique en partie par la démographie croissante des personnes âgées⁵⁸. Ces dernières sont, en pratique, plus souvent seules : en 2021, près d'une personne sur deux chez les plus de 85 ans vit seule dans son logement, une situation plus courante dans les grands centres urbains (49 %) que dans les communes rurales (42 %) ⁵⁹. **Pour remédier à l'isolement et au sentiment parfois conjoint de solitude, nos aînés pointent en premier lieu des difficultés pratiques :** 61 % indiquent vouloir maintenir des commerces de proximité, 56 % plaident pour des solutions de mobilité adaptée et 51 % sou-

⁵³ Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. (2025). Conditions de logement des étudiants (État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France, n° 17). https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/EESR17_ES_18/conditions_de_logement_des_etudiants/

⁵⁴ Algan, Y., Galland, O., & Lazar, M. (2025). Les jeunes et le travail : aspirations et désillusions des 16-30 ans [Rapport]. Institut Montaigne. <https://www.institutmontaigne.org/publications/les-jeunes-et-le-travail-aspirations-et-desillusions-des-16-30-ans/>

⁵⁵ Insee. (2016). Difficultés des jeunes à quitter le "nid" et dérouler leur parcours résidentiel : Insee dossier Ile-de-France n° 2 [Statistique n° 2489885]. Institut national de la statistique et des études économiques. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2489885?sommaire=2490052>

⁵⁶ Delage, V., Tellier-Poulain, M., & Vincent, L. (2025). Santé mentale des jeunes de l'Hexagone aux Outre-mer : Cartographie des inégalités [Rapport]. Institut Montaigne. <https://www.institutmontaigne.org/publications/sante-mentale-des-jeunes-de-lhexagone-aux-outre-mer>

⁵⁷ Selon l'association Petits Frères des Pauvres, elle désigne "l'absence quasi totale de contacts avec les quatre cercles de sociabilité : famille, amis, voisinage, réseaux associatifs".

⁵⁸ Petits Frères des Pauvres, & CSA Research. (2025). Baromètre 2025 – Solitude et isolement : quand on a plus de 60 ans en France (Rapport n° 10). Petits Frères des Pauvres. https://www.petitsfreresdespauvres.fr/wp-content/uploads/2025/09/BAROMETRE-10-2025_V21_BD.pdf

⁵⁹ Daguet, F. (2025). En 2021, une personne de 65 ans ou plus sur trois vit seule dans son logement (Insee Première, n° 2040) [Analyse statistique]. Institut national de la statistique et des études économiques. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8349408?sommaire=2490052>

haitent être informés sur les aides auxquelles ils peuvent prétendre⁶⁰.

Les propositions de campagnes en 2026 : une réponse politique en chantier face à la crise du lien social

Une montée en ambition, mais une structuration encore balbutiante

La campagne des municipales 2026 semble révéler davantage d'ambition de la part des candidats. Emmanuel Grégoire, candidat socialiste à la mairie de Paris, a notamment mis un coup de projecteur sur le sujet en désignant le lien social comme "grande cause municipale" arguant que "la solitude n'est pas une affaire privée"⁶¹, et déclinant en ce sens une série de mesures dédiées. Sa concurrente directe, Rachida Dati, mentionne également la question de l'isolement dans son programme, promettant plus généralement de faire de Paris une ville "apaisée", notamment en repensant l'urbanisme⁶². Dans les grandes métropoles, d'autres candidats érigent le bonheur des citoyens et leur bien-être comme relevant, au moins en partie, de la claire responsabilité des édiles : à Nice, Jean-Marc Governatori (EAC), proposait ainsi, avant de rejoindre une autre liste, la création d'un "adjoint au bonheur"⁶³. Cette

élection 2026 amorcerait-elle l'affirmation de la compétence des communes à cet endroit ?

La réponse locale semble connaître en réalité la même dispersion qu'en 2020, mais elle se structure progressivement dans les programmes des candidats. Dans le sillage des retombées durables du covid-19, la santé mentale est désormais affichée comme une priorité des politiques de santé publique, érigée deux fois grande cause nationale en 2025 et 2026. La problématique large de la "santé sociale", quant à elle, fait l'objet d'une appropriation moins franche par les pouvoirs publics, tant à l'échelle nationale que locale. Si certains en font un cheval de bataille, le traitement de ces sujets reste inégal entre les différents candidats, et parfois difficilement saisissable tant il chevauche de nombreuses problématiques locales.

Santé mentale et publics vulnérables : la consolidation d'une réponse "réparatrice"

Les élections municipales de 2026 marquent la progression d'une logique "réparatrice", qui vient compléter les approches centrées sur les conditions de création du lien social. Elle se focalise sur l'accompagnement des vulnérabilités (santé mentale, précarité sociale) associées à la solitude et l'isolement. Ces propositions font écho en cela à l'essor des enjeux de santé mentale, qui irriguent le débat public

⁶⁰ Petits Frères des Pauvres, & CSA Research. (2025). Baromètre solitude et isolement : quand on a plus de 60 ans en France (Rapport n° 10). Petits Frères des Pauvres. https://www.petitsfreresdespauvres.fr/wp-content/uploads/2025/09/BAROMETRE-10-2025_V21_BD.pdf

⁶¹ Post Facebook du 24 décembre 2025 : <https://www.facebook.com/gregoireemmanuel/posts/je-ferai-du-lien-social-une-grande-cause-municipale-la-solitude-nest-pas-une-aff/1510334930483452/>

⁶² Programme de la candidate : https://rachidadati2026.com/wp-content/uploads/2026/02/RD_programme_web.pdf

⁶³ Le Parisien. (2026, 5 janvier). Municipales 2026 à Nice : créer un adjoint au bonheur, "potageriser" la ville... les propositions détonantes d'un candidat écologiste. <https://www.leparisien.fr/elections/municipales/municipales-2026-a-nice-creer-un-adjoint-au-bonheur-potageriser-la-ville-lespropositions-detonantes-dun-candidat-ecologiste-05-01-2026-UJKI22WOIRGNPMFSEDZBJKEAIA.php>

depuis la crise sanitaire, souvent eu égard aux plus jeunes, particulièrement en souffrance. À ce titre, Emmanuel Grégoire (PS) souhaite créer à Paris un programme "psy-check" à destination des jeunes⁶⁴. À Toulouse, François Briançon (Gauche unie) souhaite lancer "un plan municipal ambitieux pour la santé mentale" – fondé par exemple sur la formation des personnels de proximité, et un programme "prévention et santé des jeunes" comprenant bilan psychologique et une aide au financement des soins⁶⁵ –, tandis que François Piquemal (LFI) propose de créer un pôle de santé mentale municipal⁶⁶. À Bordeaux, Thomas Cazenave (RE) mise sur l'installation d'une deuxième maison des adolescents, axée notamment sur la santé psychique⁶⁷.

Au-delà des dispositifs centrés sur la santé mentale, le soutien face à l'isolement et la solitude se décline aussi en des projets ciblés envers les personnes qui y sont le plus exposées. Le maire de Montpellier, Michaël Delafosse (PS), candidat à sa réélection, propose la création de 50 postes de gardien d'immeuble dans les logements sociaux, destinés à prendre des nouvelles régulières des locataires seniors. Un engagement envers les seniors partagé par d'autres candidats comme la

toulonnaise Josée Massi (DVD) qui propose la mise en place d'une maison des aidants et des seniors⁶⁸. À Lyon, les trois candidats les mieux placés dans les sondages proposent des initiatives qui se font écho entre elles : une "maison du lien" pour Jean-Michel Aulas (DVD) incluant notamment un hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violence⁶⁹, dix nouvelles "maisons solidaires" pour le maire sortant Grégory Doucet (Les Ecologistes)⁷⁰, proposant une épicerie solidaire et une cantine partagée avec des tarifs préférentiels pour les plus précaires et des "maison du commun" du côté de la candidate LFI Belouassa-Cherifi : "un lieu où on s'organise discute se rassemble tout en y répondant aux besoins fondamentaux".⁷¹

La fabrique des sociabilités, un levier bien identifié

La campagne de 2026 est également marquée par la diversité des propositions visant au développement d'espaces communs, où les citoyens peuvent se retrouver et se rencontrer. On constate une multiplication de projets d'épiceries sociales et solidaires (Grégory Doucet (Les Ecologistes) à Lyon⁷², Johanna Rolland (PS) à Nantes⁷³ ou encore Jeanne Barseghian (Les

⁶⁵ Site de campagne du candidat : <https://emmanuel-gregoire-2026.fr/tribune/creer-un-programme-psy-check-pour-les-jeunes-a-paris>

⁶⁶ Site de campagne du candidat : <https://vivremieux.toulouse.fr/programme/>

⁶⁷ Site de campagne du candidat : <https://piquemal2026.fr/le-programme/>

⁶⁸ Site de campagne du candidat : <https://www.fairegagnerbordeaux.fr/nos-priorites>

⁶⁹ Site de campagne de la candidate : <https://toulonengrand.fr/le-programme/>

⁷⁰ Le Progrès. (2025, 11 octobre). Les habitants viennent de recevoir le 2e courrier de Jean-Michel Aulas, voici ses propositions pour Lyon. <https://www.leprogres.fr/elections/2025/10/11/les-habitants-viennent-de-recevoir-le-2-sup-e-sup-courrier-de-jean-michel-aulas-voici-ses-propositions-pour-lyon>

⁷¹ Tout Lyon. (2026, janvier). Grégory Doucet promet l'ouverture de dix maisons solidaires. <https://mesinfos.fr/69000-lyon/elections-municipales-2026-gregory-doucet-promet-l-ouverture-de-dix-maisons-solidaires-237968.html>

⁷² Actu Lyon. (2025, novembre). Municipales 2026 à Lyon. Anaïs Belouassa-Cherifi (LFI) charge Aulas : "Un guignol de la droite". https://actu.fr/auvergne-rhone-alpes/lyon_69123/direct-municipales-2026-a-lyon-anaïs-belouassa-cherifi-lfi-lance-sa-campagne-suivez-le-meeting_63405593.html

⁷³ Site de campagne du candidat : <https://www.pourvivrelionmunicipales2026.fr/>

Ecologistes) à Strasbourg⁷⁴), et de cantines de quartier (par exemple, Florian Kobryn (LFI) à Strasbourg⁷⁵ ou François Piquemal (LFI) à Toulouse⁷⁶). L'objectif affiché touche à la fois au volet social de l'inclusion et permet aussi de redynamiser la vie locale à travers des lieux partagés qui favorisent les échanges. À cet égard, ces espaces de rencontres prennent parfois des dimensions inédites : à Paris, Emmanuel Grégoire propose de transformer les toits en espaces collectifs et accessibles à tous les habitants de la capitale⁷⁷.

Sur le plan des activités et infrastructures publiques, ces campagnes municipales font la part belle au sport qui incarne à la fois une mobilisation en faveur de la santé publique et un levier de cohésion sociale. À Nice et à Bordeaux, Christian Estrosi (HOR)⁷⁸ et Thomas Cazenave (RE)⁷⁹ intègrent ainsi dans leurs programmes respectifs des séances gratuites de sport-santé dans les parcs. Les infrastructures sportives sont également un moyen de renforcer le maillage territorial avec des lieux de rencontres sportives. À Toulon, Laure Lavalette (RN)⁸⁰ propose de favoriser l'aménagement d'équipements dans chaque quartier et à Montpellier, Isabelle Perrein (DVD)⁸¹ ambitionne de faire des équipements sportifs un lieu d'inclusion, de mélanges sociaux et générationnels, en proposant la mise en place de City Parcs pour les jeunes,

les personnes à mobilité réduite et les aînés. **Ces propositions constituent toutes des vitrines et des leviers efficaces pour parler de lien social, mais elles ne suffisent pas toutefois à conclure une véritable prise de conscience sur ces enjeux.**

Le rôle du maire face au lien social : un impératif qui se cherche

Le sentiment de solitude et l'expérience de l'isolement social ne peuvent plus être relégués comme des enjeux de second plan. Alors que les habitants des zones rurales connaissent de moindres opportunités de rencontres, les grandes agglomérations concentrent un sentiment de solitude déconnecté de la fréquence des contacts physiques. Les vulnérabilités sont diverses : jeunes étudiants et actifs en difficulté, isolement social des seniors, quartiers précarisés. Depuis les dernières élections municipales, la crise sanitaire a mis la lumière sur ces problématiques et a donné l'impulsion pour mieux les documenter. En même temps, elle a marqué une rupture : après une hausse conjoncturelle due pour partie aux mesures de confinement, les indicateurs de solitude, notamment, ne sont pas revenus à leur niveau antérieur.

⁷⁴ Dernières Nouvelles d'Alsace. (2026, 13 janvier). Catherine Trautmann veut redonner du "pouvoir de vivre" aux Strasbourgeois. <https://www.dna.fr/elections/2026/01/13/catherine-trautmann-veut-redonner-du-pouvoir-de-vivre-aux-strasbourgeois>

⁷⁵ Dernières Nouvelles d'Alsace. (2026, 30 janvier). Jeanne Barseghian propose la création d'un réseau de cuisines municipales à Strasbourg. <https://www.dna.fr/economie/2026/01/30/jeanne-barseghian-propose-la-creation-d-un-reseau-de-cuisines-municipales>

⁷⁶ Site de campagne du candidat : <https://piquemal2026.fr/le-programme/>

⁷⁷ Site de campagne du candidat : <https://emmanuel-gregoire-2026.fr/tribune/creer-un-programme-psy-check-pour-les-jeunes-a-paris>

⁷⁸ France Bleu. (2026, janvier). Les propositions de Christian Estrosi pour l'accès aux soins. <https://www.francebleu.fr/infos/politique/municipales-2026-a-nice-les-propositions-de-christian-estrosi-pour-l-acces-aux-soins-9595792>

⁷⁹ Site de campagne du candidat : <https://www.fairegagnerbordeaux.fr/nos-priorites>

⁸⁰ Le Parisien. (2026, 11 janvier). Municipales 2026 à Toulon : David Gérard, ex-joueur du XV de France, deuxième sur la liste de Laure Lavalette. <https://www.leparisien.fr/elections/municipales/municipales-2026-a-toulon-david-gerard-ex-joueur-du-xv-de-france-deuxieme-sur-la-liste-de-laure-lavalette-11-01-2026-NGDTJVBXJADFLPZZYWS3SI4EM.php>

⁸¹ Site de campagne de la candidate : <https://www.isabelleperrein2026.fr/>

Les candidats aux municipales commencent à en prendre acte et explorent les différents moyens pour l'action publique locale de résoudre ces problématiques, affichant des ambitions à géométrie variable. Face à des expériences de vie ancrées dans les territoires et l'environnement proche, les maires ont un rôle à jouer, à l'intersection d'un travail associatif dynamique et d'un secteur privé en essor. De fait, certaines initiatives associatives prennent une envergure nationale à l'image du succès de Bouge Ton Coq, qui a accompagné l'installation de 230 épiceries participatives, destinées à redynamiser les villages ruraux et à créer "des lieux de vie, de lien et de solidarité"⁸² ou de l'Heure civique⁸³, qui permet à des bénévoles de donner une heure mensuelle pour mener une action de solidarité dans sa commune – le dispositif compte 225 000

villes partenaires et 22 000 volontaires inscrits⁸⁴. Les acteurs privés⁸⁵ sont quant à eux de plus en plus nombreux à se tourner vers le créneau de l'amitié, témoignant de l'émergence d'une véritable "économie de la solitude"⁸⁶. S'il n'est pas rare d'identifier ici et là des mesures municipales qui paraissent également pouvoir œuvrer contre l'isolement et la solitude, il existe encore peu de stratégies ambitieuses, fondées sur une analyse fine des tenants multiples de ces expériences et sur l'efficacité et la pertinence des leviers à mobiliser.

L'air du temps est à la consolidation de ces sujets comme des problématiques d'intérêt public : demain, les maires en seront peut-être les premiers artisans.

⁸² Bouge ton Coq. (s.d.). Bouge ton Coq : solutions locales pour dynamiser les territoires ruraux. <https://bougetoncoq.fr/>

⁸³ L'Heure Civique. (s. d.). L'Heure Civique – une dynamique nationale d'entraide. <https://lheurecivique.fr/>

⁸⁴ L'Heure Civique. (2025, 13 novembre). L'Heure Civique primée au Congrès des Départements de France. <https://lheurecivique.fr/actualites/lheure-civique-primee-au-congres-des-departements-de-france/>

⁸⁵ Timeleft. (2023, 14 octobre). Timeleft – L'antidote contre la solitude des grandes villes. <https://timeleft.com/fr/blog/2023/10/14/timeleft-lantidote-contre-la-solitude-des-grandes-villes/>

⁸⁶ Biswas, A. (2023, 2 décembre). View: There's a growing loneliness economy to tap. *The Economic Times*. <https://economictimes.indiatimes.com/opinion/et-commentary/view-theres-a-growing-loneliness-economy-to-tap/articleshow/105683519.cms?from=mdr>

Remerciements : Marie-Pierre de Bailliencourt, directrice générale de l'Institut Montaigne, Blanche Leridon, directrice des Études France ; Lou Vincent et Margaux Tellier-Poulain, rédactrices de cette note, ainsi

que tous ceux qui ont contribué à son élaboration : Lucas Chouaki, Donna Clément, Pauline Faure, Simon Guilbert, Nicolas Laine, Loïse Lyonnet, Laura Pradat, Marion Rajaoba et Arsène Vassy.

À propos de l'Institut Montaigne

Think tank de référence en France et en Europe, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion indépendant au service de l'intérêt général. Ses travaux prennent en compte les grands déterminants économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques françaises et européennes. Il se situe à la confluence de la réflexion et de l'action, des idées et de la décision.